

L'Institut national d'études démographiques (INED) a été créé par l'ordonnance n°45-2499 du 24 octobre 1945. Sa mission est alors définie ainsi : «L'INED est chargé d'étudier les problèmes démographiques sous tous leurs aspects. A cet effet, l'institut rassemble la documentation utile, ouvre des enquêtes, procède à des expériences et suit les expériences effectuées à l'étranger, étudie les moyens matériels et moraux susceptibles de contribuer à l'accroissement quantitatif et à l'amélioration qualitative de la population et il assure la diffusion des connaissances démographiques ». Avant de découvrir l'histoire de l'institution de sa fondation par [Alfred Sauvy](#) à nos jours, il convient de rappeler le contexte historique qui a précédé et accompagné cette création.

### **Le contexte précédant la naissance de l'Institut (1939-1945)**

En France, la création d'un institut de recherche en démographie témoigne de l'intérêt de l'Etat pour les questions de population. Déjà dans l'entre-deux-guerres, l'Alliance nationale contre la dénatalité, et le mouvement nataliste, marquèrent profondément toute une génération. En 1939, face à la menace allemande, le gouvernement Daladier répond à la pression de l'opinion en créant le Haut comité à la famille et en instituant le Code de la famille. À peine arrivé au pouvoir, le Maréchal Pétain fait de la dénatalité française la première cause de la débâcle. Par la loi du 13 novembre 1941, le gouvernement de Vichy crée la Fondation française pour l'étude des problèmes humains ou « Fondation [Alexis Carrel](#) », placée sous la direction du prix Nobel de médecine.

Fondée sur une alliance entre biologie et sciences sociales, privilégiant la médecine sociale et l'économie, la Fondation est mise en place à l'automne 1942. À la Libération, cette institution jugée collaborationniste fait l'objet de toutes les convoitises: plusieurs grands mandarins républicains ou communistes se la disputent. Après de longues hésitations, le Général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, finit par accepter la solution prônée par Robert Debré: créer un institut national de démographie récupérant l'un des locaux de la Fondation, et la petite partie de ses effectifs qui se consacrait à la population. Le natalisme du Général de Gaulle, le souci de bâtir une politique d'immigration, mais aussi d'assurer un rôle institutionnel à Sauvy, ont été déterminants dans ce choix.

### **Alfred Sauvy et les débuts de l'INED. (1945-1962)**

Par décret du 3 novembre 1945, Sauvy est nommé directeur, place qu'il occupera jusqu'en 1962. Economiste, statisticien, démographe, mais aussi chroniqueur et écrivain, la personnalité du fondateur marqua l'institution, tant sur les orientations scientifiques que sur les méthodes de travail. Il s'attacha, dès l'origine, à donner à l'INED un caractère pluridisciplinaire très marqué et à y accueillir des chercheurs de formations et d'horizons très divers. Parmi la première génération d'inédiens figurent notamment: Jean Bourgeois-Pichat, Louis Chevalier, Pierre Depoid, Jean Daric, Jacques Doublet, Robert Gessain, Alain Girard, Louis Henry, Jean Stoetzel, Jean Sutter, Léon Tabah, Paul Vincent, etc. En 1949, l'Institut qui ne disposait pas de locaux définitifs, s'installe «sur les Champs» au 23, avenue Franklin Roosevelt.

Les débuts de l'INED sont difficiles. La rigueur budgétaire (1947-1948) et la pénurie de moyens matériels menacent son existence. Logé provisoirement dans les anciens locaux de la Fondation Carrel, l'Institut doit probablement sa survie aux appuis politiques de son fondateur et, surtout, des membres de son «Comité technique», influents hauts fonctionnaires ou grands mandarins. Sauvy dote également l'Institut d'une revue scientifique, *Population*, destinée à un large public, comme le précise l'introduction du premier numéro: «La revue *Population* a pour objet essentiel de faire connaître les résultats de ses recherches. Elle ne s'adresse pas seulement aux démographes spécialisés, mais encore à tous ceux qui se préoccupent des grands problèmes d'intérêt national». De 1946 à 1976, Sauvy fut rédacteur en chef de la revue. Le contenu des premiers exemplaires illustre les centres d'intérêts de l'époque: dénatalité, vieillissement, économie, immigration.

Les années 1950 sont marquées par l'apparition de la démographie historique. En 1953, Louis Henry, qui s'intéresse au taux de fécondité des populations, propose d'utiliser les registres paroissiaux de l'Ancien régime afin d'étudier la période pré-statistique. En collaboration avec Michel Fleury, archiviste-paléographe, il mit en place une véritable méthodologie pour l'exploitation de ces données. En 1958, il lança l'enquête *Population de la France de 1690 à 1829*, travail de référence qui inspira nombre de ses collaborateurs, historiens-démographes français et étrangers. Entre 1950 et 1975, l'INED voit

également l'arrivée d'une seconde génération d'inédiens, formés à l'Institut de démographie de Paris (IUDP) ainsi que des personnalités confirmées: Roland Pressat, Jean-Noël Biraben, Jean-Claude Chasteland, Daniel Courgeau, Jean Fourastié, Jacques Houdaille, Jacqueline Hecht, Albert Jacquard, Henri Léridon, Sully Lederman, Thérèse Locoh, etc.

### **De Jean Bourgeois-Pichat à Gérard Calot (1962-1993)**

En 1962, Alfred Sauvy cède sa place à Jean Bourgeois-Pichat à la direction de l'Institut, mais demeure Président du Conseil scientifique, rédacteur en chef de *Population*, et directeur de l'Unité «Economie et population». La crise de Mai 68 n'épargne pas l'Institut qui oppose deux générations d'inédiens. De mai à juin 1968, une Assemblée générale se réunit dans les locaux de l'INED, où s'organisent des débats, et un Comité provisoire de gestion est créé. De fin 1968 à 1971, sans que l'activité scientifique ne soit ralentie, le ministère reconnaît l'existence d'un Conseil consultatif de la Direction chargé de donner son avis sur toutes les questions qui touchent la vie de l'INED. En 1972, J. Bourgeois-Pichat quitte l'Institut pour rejoindre le nouveau Comité International de Coopération dans les Recherches Nationales en Démographie (CICRED) qu'il vient de créer.

La crise de Mai 68 aboutit à une reprise en main par un administrateur provisoire, Jean Trillat qui assure l'intérim laissé par le départ de Bourgeois-Pichat. En 1972, Gérard Calot, statisticien formé à l'Ecole polytechnique, responsable du Département de démographie à l'INSEE, est nommé directeur de l'INED. De 1972 à 1993, la nouvelle direction est marquée par les débats autour de la loi sur l'avortement, la modernisation des services et par une évolution majeure au niveau de l'organisation institutionnelle: le décret n° 86-382 du 12 mars 1986. Aux termes du décret, l'INED devient un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), placé sous la tutelle conjointe du ministre chargé de la Population et du ministre chargé de la Recherche.

De 1965 à 1985, l'INED voit ses effectifs croître, passant de 75 à 149 agents. En 1970, afin de loger un personnel toujours plus nombreux, l'Institut déménage dans une ancienne usine transformée en bureaux, 27 rue du Commandeur dans le XV<sup>e</sup> arrondissement. Cet accroissement des effectifs s'est accompagné d'une diversification des champs de recherche et la création de nouveaux services administratifs: le service informatique (1972), le service des relations internationales et des stages (1972), le service de la coopération (1974), le service des enquêtes (1982). Dans le même temps, l'Institut entrait de plein pied dans l'ère informatique avec l'acquisition du premier ordinateur Bull (1967), puis avec l'utilisation des premiers micro-ordinateurs Pc (1985).

### **Une page d'histoire est tournée (1990-2004)**

Le début des années 1990 est marqué par la disparition d'Alfred Sauvy (1990), de Jean Bourgeois-Pichat puis de Louis Henry (1991). La disparition des fondateurs et l'arrivée d'une nouvelle génération de chercheurs démographes marquent un tournant dans l'histoire de l'INED. Les enjeux se modifient également avec l'ouverture à l'Est, la construction de l'Union Européenne, les nouveaux problèmes de santé publique, l'émergence de pays en développement et l'accélération du vieillissement dans les pays développés.

De 1992 à 1999, l'INED voit se succéder deux directeurs, [Jacques Magaud](#), entre 1992 à 1995, puis [Patrick Festy](#), entre 1995 à 1999. Durant cette période, grâce notamment à l'action du secrétaire général Marcel Szwarc (1993-2004), l'institution voit son image et ses moyens renforcés. Ainsi, l'Institut se dote d'un nouveau logo (1994) et se connecte dès 1991 au réseau Internet, entrant ainsi dans l'ère des Nouvelles technologies de l'information et de la communication. En 1995, l'INED célèbre son cinquantenaire. A la faveur de cet événement, il dresse un premier bilan de son passé en organisant de nombreux colloques et en publiant un numéro spécial de *Population*.

En 1998, l'INED, contraint une nouvelle fois de déménager, devient propriétaire d'un immeuble dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, 133 boulevard Davout. Construit sur le site d'une ancienne lunetterie, il est le siège actuel de l'Institut et de ses partenaires (UIESP, CICRED). Depuis 1999, l'INED est dirigé par François Héran.